

Table with subscription rates and publication details. Includes 'ABONNEMENTS & ANNONCES', 'LE NUMÉRO', 'ÉDITION DU MATIN', 'TARIF D'ABONNEMENTS'.

LE TSAR DE BULGARIE A LA CHAMBRE : DISCOURS DE M. BRIAND

L'inspection médicale des Ecoles

Seul à Paris et dans quelques grandes villes, l'article 9 de la loi du 30 octobre 1893 n'a pas été suivi d'effet. Peut-être a-t-on oublié que cet article prescrit l'inspection, au point de vue médical, des établissements primaires publics et privés, par les médecins inspecteurs communaux et départementaux.

La défense sanitaire de l'école semblait, jusqu'en ces derniers temps, circonscrite à la préservation et, en quelque sorte, au dépistage des maladies contagieuses proprement dites et à l'hygiène générale de l'établissement. C'était beaucoup plus la visite des locaux que celle des écoliers. Cette notion bornée, a fait place, dans les divers pays civilisés, à une vue plus claire des réalités. Le rôle du médecin scolaire s'est à la fois précisé et élargi.

M. Paul Strauss, sénateur de la Seine, d'une rare compétence en tout ce qui touche à l'hygiène publique, écrit, à propos de l'inspection sanitaire des écoles : « Il y a plusieurs années, le savant et regretté professeur Grancher a examiné médicalement, avec le concours de ses collaborateurs et de ses élèves, un grand nombre d'écoliers parisiens, notamment dans le XV<sup>e</sup> arrondissement; il découvrit des signes de l'arabulose, voire même de la tuberculose à ses débuts dans une proportion assez forte (quatorze et dix-sept pour cent). Ce dépistage précède et complète l'enseignement; il ordonne de prendre les mesures de préservation appropriées et efficaces. Le remède, est à côté du diagnostic. Rien n'est plus facile que d'enrayer le mal naissant et de l'ériger pour ainsi dire dans l'œuf. Une nourriture fortifiante, du bon air suffisent généralement à rétablir une santé compromise. L'école, par ses œuvres complémentaires, cantines, dispensaires, colonies de vacances passagères ou prolongées, fournit des ressources à qui veut s'en servir. »

Dans l'enfance, plus d'un organe est exposé à s'altérer sans que l'attention des parents soit fortement éveillée. L'appareil dentaire peut être, à l'insu des intéressés, en mauvais état, de légers troubles de la vue, de l'ouïe, qui échappent à d'autres, n'échappent pas à l'homme de l'art. Or, l'hygiène des dents, des yeux, des oreilles, a des conséquences de premier ordre, et l'on conçoit sans peine que, dans un pays civilisé, les administrations des établissements d'enseignement recourent aux bons offices de dentistes, d'oculistes, des spécialistes pour surveiller plus efficacement la population infantile, ou juvénile dont elles ont la garde et la charge.

Un projet de loi, déposé en 1900 sur le bureau de la Chambre, se borne à poser le principe de l'inspection médicale des écoles publiques et privées, en la faisant obligatoire. Il laisse aux villes la faculté d'aller au-delà du minimum prescrit, de fortifier la surveillance, de la rendre, en la diversifiant, plus effective et plus tutélaire.

BULLETIN

27 juin. A la Chambre, suite des interpellations sur la politique générale. Discours de MM. Prou, Masbahu et Briand.

Le Tsar de Bulgarie a visité le château de Versailles et a assisté à la séance de la Chambre des députés.

Une bombe a fait explosion dans un théâtre à Buenos-Ayres. Il y a de nombreux blessés.

Le président du Brésil, maréchal Hermès de Fonseca, a été reçu lundi à l'Hôtel de Ville.

Le XVII<sup>e</sup> Concours national et international de tir s'est terminé à Roubaix. Un banquet a eu lieu au Stand, suivi d'une série de discours.

FRANCE ET BRÉSIL

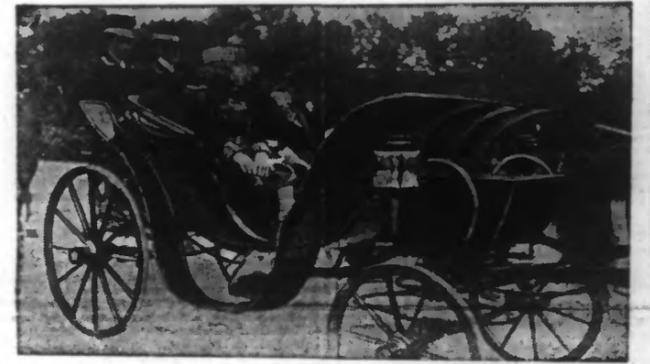
Le Président Fonseca à l'Hôtel de Ville de Paris

Paris, 27 juin. — Le maréchal Hermès de Fonseca, président de la République du Brésil a été reçu ce matin, à l'Hôtel de Ville. MM. Bellan, de Selves, Laurent et Gailly lui ont souhaité la bienvenue. Le président a remercié.

M. Bellan a envoyé au maire de Rio-de-Janeiro, la dépêche suivante : « A l'occasion de la visite à l'Hôtel de Ville du maréchal Hermès de Fonseca, le Conseil municipal de Paris, envoie à la municipalité de Rio-de-Janeiro, sentiments fraternels et sympathie, avec l'espoir que les liens formés entre nos deux Cités se resserreront chaque jour davantage. »

Les Souverains Bulgares à Paris

Le Tsar Ferdinand à Versailles; la Reine à la Malmaison



LE TSAR DE BULGARIE ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS LES RUES DE PARIS

Paris, 27 juin. — Le Roi de Bulgarie s'est rendu, ce matin, de bonne heure à Versailles, en automobile, accompagné du lieutenant-colonel Grische et de deux personnages de sa suite.

Le Roi a été reçu, à Versailles, par M. de Nolhac, le conservateur; il a longuement visité le château, qu'il connaît aisément, d'ailleurs, déjà.

De son côté, la Reine, accompagnée de M<sup>lle</sup> Standioff, de M<sup>lle</sup> Hakanoff et de l'amiral de Montferand, s'est rendue à la Malmaison, où elle a été reçue par M. Dujardin-Beaumets, sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts.

La visite commença aussitôt par la salle à manger du château. La Reine s'arrêta longuement devant un superbe buffet de table. Dans la bibliothèque elle regarda avec intérêt le bureau et le fauteuil qui servent à Napoléon I<sup>er</sup>. Ce fut ensuite le tour du salon de réception, orné d'une admirable cheminée de marbre blanc; la souveraine visita également les pièces du 1<sup>er</sup> étage où sont les chambres à coucher.

Les Souverains sont rentrés à Paris pour déjeuner. L'après-midi, la reine a visité le Musée Carnavalet, dont les honneurs lui ont été faits par M. Georges Cain.

Au Muséum d'histoire naturelle

Le roi de Bulgarie, qui avait quitté la Chambre avant la fin du discours de M. Briand, s'est rendu, à six heures, avec le Président de la République, au Muséum d'histoire naturelle.

Il a été reçu par MM. Dujardin-Beaumets et Perrier, directeur du Muséum, assisté de tous les professeurs.

M. Perrier, en recevant le roi, a prononcé une courte allocution dans laquelle il a rappelé les liens qui existent entre le Muséum et la famille du Souverain.

M. Fallières a remis au roi une médaille commémorative en or en souvenir de sa visite. Puis M. Perrier a remis au roi, au nom de la Société d'acclimatation, une seconde médaille à l'effigie de Geoffroy Saint-Hilaire.

Le roi, très ému, a remercié, disant qu'en encourageant les sciences, les lettres et les arts, il ne faisait que poursuivre et respecter des traditions de famille.

« Permettez-moi, a-t-il dit en terminant, de voir en ces médailles qui me sont offertes, une douce récompense des efforts faits pour agrandir le domaine de l'histoire naturelle. » Des gerbes de fleurs ont été remises au Souverain pour la Reine.

La visite du Muséum a ensuite eu lieu.

L'Agitation Révolutionnaire à Paris

Les incidents de dimanche Les blessés

Paris, 27 juin. — Les incidents sanglants qui ont marqué hier les obsèques de l'ouvrier ébéniste Clerc, ont causé une profonde émotion. Le nombre des agents blessés s'élève en effet à 41.

Le lieutenant Simon, de la Garde Républicaine, qui avait été blessé au cours de la manifestation Ferrer, a reçu sur son casque un tesson de bouteille, et a eu sa tunique déchirée.

M. Toumy, directeur de la police municipale, déclare ce matin, que la manifestation d'hier dépassa en gravité, tout ce qui a été vu jusqu'à ce jour.

A la Préfecture on s'inquiète de ces violences de plus en plus audacieuses; il semble, nous dit-on, que ces collisions entre la police et les agitateurs, trop souvent répétées, et chaque fois plus sanglantes, prennent la tournure d'un mouvement révolutionnaire concerté.

On assure que M. Lépine, qui a été reçu ce matin par M. Briand, a rendu compte au président du Conseil de la tournure menaçante que prenait l'agitation révolutionnaire. Cinq des manifestants arrêtés au cours des bagarres ont été écroués.

Choses et Autres

Entendu au Grand Prix. — S'il avait fait beau aujourd'hui, les chevaux anglais n'auraient pas été battus. — Comment ? — La course n'aurait pas été gagnée sous un ciel sans nuages ! — J'ai touché le gagnant. — Bonheur qui n'est pas sans nuage. — Heureux ceux qui, dès l'enfance, ont fait l'apprentissage du malheur. — Dites Le Jours.

Graves désordres à Bilbao

Un mort. — Plusieurs blessés

Bilbao, 27 juin. — Les républicains avaient dimanche, organisé une bruyante manifestation et parcouru la ville, poussant des cris révolutionnaires, proférant des blasphèmes et des injures devant les églises et devant les maisons des catholiques notoires.

A un moment donné ils finirent par passer des paroles aux actes; la police qui jusque là était restée inactive, crut devoir intervenir; elle fut accueillie par une grêle de pierres. Plusieurs agents furent blessés; finalement la police dut se retirer, et les républicains restèrent maîtres de la rue.

Ces succès enhardit les émeutiers; ils se portèrent vers les clubs carlistes et nationalistes, en criblant de pierres les façades, brisèrent les fenêtres et se mirent en devoir d'envahir un club carliste dont la porte avait cédé.

Les carlistes groupés dans une cour les accueillirent à coups de revolver.

Un républicain, Eugène Marquigano, tomba mort; sept ou huit roulerent à terre plus ou moins gravement blessés. Les manifestants républicains se retirèrent en désordre.

A ce moment arriva la garde à cheval qui chargea et blessa plusieurs républicains. Le gouverneur survenant s'aboucha avec les organisateurs de la manifestation; il permit à cette dernière d'achever son parcours.

Le groupe s'égrèna peu à peu et finit par se disperser.

LE MAUVAIS TEMPS EN FRANCE

LA CRUE DE LA SEINE Paris, 27 juin. — Le service hydrométrique communique la note suivante : Par suite des pluies de ces derniers jours, la Seine pourra atteindre les cotes de 2 m. 60

La Question Religieuse en Espagne

Fermeture d'écoles

Il est faux que des écoles aient été fermées en Espagne. On lie dans l'« Univers » à ce sujet : « Le cas nous parut si extraordinaire que nous en demandâmes confirmation. D'après les renseignements qui nous sont parvenus, il s'agit simplement d'une proposition faite au gouvernement par un sous-ordre ignorant de la loi. »

M. Canalejas reçoit les dames protestataires

Madrid, 27 juin. — L'entrevue des dames de l'aristocratie espagnole avec M. Canalejas a duré seulement quinze minutes.

La marquise de Comillas, accompagnée d'une nombreuse députation, fut reçue par M. Canalejas dans le salon des ambassadeurs du ministre d'Etat. Cette députation était composée des duchesse de Bailen, de Sotomayor, de Vista-Hermosa, de Terranova, de Rafal, de Tarifa et de Lecera ainsi que de 15 marquises et comtesses. Plusieurs dames étaient si âgées qu'il leur fallut monter les escaliers.

La marquise de Comillas déclara qu'elle venait protester au nom de 200,000 adhérentes faisant partie du Sacré-Cœur, et au nom de toutes les femmes d'Espagne, qui ne peuvent approuver et accepter les persécutions annoncées.

M. Canalejas répondit à peu près en ces termes : « La question religieuse a deux aspects complètement distincts, l'un politique et l'autre religieux. Au point de vue politique, le gouvernement a le devoir de maintenir la suprématie du pouvoir civil et de dicter les lois qui conviennent à la nation. »

« Au point de vue religieux, je puis vous affirmer qu'il ne rentre pas dans les vues du gouvernement de blesser vos croyances, ni les sentiments des catholiques, et encore moins d'attaquer le dogme. La duchesse de Bailen m'a dit que je pouvais faire beaucoup de mal avec ma politique; avec vos sentiments de ferveur également, vous pouvez faire beaucoup de mal. »

Notre devoir, interrompit une dame, est de défendre l'Eglise catholique. — Je n'en doute pas, répondit Canalejas, mais vous pouvez faire beaucoup de mal avec votre attitude et troubler la paix de la patrie. Il faut penser à la patrie... — Avant la patrie se trouve Dieu », répondit une autre voix.

Et l'entrevue cessa plus froide encore qu'elle n'avait commencé.

Une bombe dans un théâtre à Buenos-Ayres

NOMBREUX BLESSÉS

Buenos-Ayres, 27 juin. — Hier soir, une bombe a été jetée pendant la représentation, au théâtre Colon, qui est un des plus importants de Buenos-Ayres. L'explosion fut suivie d'une grande panique.

Plusieurs personnes ont été blessées par les éclats de la bombe et dans la poussée de la foule vers les issues. Trois sont gravement atteints, elle appartient à la haute société de Buenos-Ayres.

On ignore encore le nombre des blessés. L'auteur de l'attentat a pu se dérober aux poursuites.

INFORMATIONS

Les concours du Conservatoire Paris, 27 juin. — Voici les résultats du concours de chant (hommes) : 1<sup>er</sup> prix, MM. Tirmont et Carli; 2<sup>e</sup> prix, MM. Paquier, Chab-Moussidan et Capitaine.

Mort du peintre Edouard Sain Paris, 27 juin. — Le peintre Edouard Sain vient de mourir dans sa 81<sup>e</sup> année à Paris. Il était né à Clunay (Saône-et-Loire), le 13 mai 1809. Parmi ses meilleures toiles, on cite : les « Feuilles de Pompéi », « Un Mariage à Capri », la « Tarentaise », la « Récolte des olives », le « Fidéjuration à la maison d'Amgri », etc.

Il fut aussi de nombreux portraits, entre autres ceux de la marquise de Brichy de M. Gaillard de Witt, du baron Alphonse Mallet, du baron de Rochefort, etc.

Edouard Sain était chevalier de la Légion d'honneur depuis 1877 et membre de la Société nationale des beaux-arts depuis sa fondation. Ses obsèques seront célébrées jeudi.

La mission ottomane au Croisot Le Croisot, 27 juin. — La mission ottomane est arrivée ce matin au Croisot, par train spécial. Elle a été reçue par M. Mascaraud et les ingénieurs des mines.

L'élection présidentielle aux Etats-Unis Mexico, 27 juin. — Le général Porfirio Diaz a été réélu président des Etats-Unis du Mexique, et M. Ramirez, vice-président, tous deux à une majorité écrasante.

La santé du duc d'Alençon Londres, 27 juin. — Selon le « Daily Mail », sa dernière nouvelle reçue de Wimbledon, le duc d'Alençon est dans un état désespéré. Tous les membres de la famille sont réunis au chevet du malade.

Les Français chez Guillaume II Berlin, 27 juin. — L'ambassadeur de France, M. Jules Cambon, a présenté aujourd'hui à l'empereur Guillaume, à Kiel, les passagers du yacht de M. Gaston Menier, parmi lesquels se trouvent, comme on sait, le sénateur Descaux et les députés Lucien Hubert, Paul Boncour et M. V. Béral.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les Interpellations sur la Politique Générale

LE ROI DE BULGARIE ASSISTE A LA SÉANCE

M. MASSABUAU parle des élections dernières et du rôle des catholiques. — La question scolaire. — La véritable république. — M. MOLLE déclare que les socialistes ne laisseront pas porter atteinte à la justice et à la liberté. — M. MAGINOT s'explique sur les réformes administratives et la réforme électorale. — Discours de M. Prou. — Un langage nouveau. — La question scolaire. — L'apaisement.

M. Briand répond aux interpellateurs

Le président du Conseil désire une union complète avec la majorité, ou il n'en veut pas ! — La réforme électorale. — Le statut des fonctionnaires est prêt. — Le problème scolaire. — La réforme fiscale. — Les retraites ouvrières. — Les monopoles. — Les questions sociales. — Les grèves des manifestations. — Le problème agraire. — La suite à mardi

Paris, 27 juin. La séance est ouverte à 2 h. 10, sous la présidence de M. Brisson, devant un petit nombre de députés. Les tribunes par contre sont comblées. Cette influence s'explique, autant par l'actualité du discours de M. Briand, qui est attendu pour aujourd'hui, que par l'annonce d'une visite du roi des Bulgares.

Tandis que les socialistes unifiés discutent, à l'extrême gauche, en groupes compactes, et paraissent très animés, les députés entrent en séance grand nombre, et vont prendre place à leur banc. Au banc du Gouvernement arrivent successivement MM. Viviani, Millerand et Doumergue.

M. Viviani, ministre du Travail, dépose le projet de loi, adopté avec modifications, par le Sénat, portant codification du code de travail. Le projet de loi est renvoyé à la commission compétente.

La Politique Générale

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des interpellations sur la politique générale. M. Massabau a la parole pour développer son interpellation.

M. MASSABUAU interrompt sur la politique du Gouvernement présentée dans la déclaration ministérielle

M. MASSABUAU. — Par suite d'une vague surprise de la part de mes collègues, j'ai eu l'honneur de leur adresser, il y a quelques jours, un exposé de ma politique. Ce mouvement populaire prouve que le pays veut, avant tout, un changement dans nos mœurs politiques et administratives.

« L'ordre en ligne, dans la lutte politique, des catholiques. »

Tous les partis, pour conquérir leurs voix, ont senti la nécessité d'un programme d'engagements envers eux. Quelle sera désormais l'organisation des politiques au point de vue électoral ?

En 1893 un grand pape, Léon XIII, demanda à M. Albert de Mun de renoncer à former un parti politique catholique.

M. de Mun se conforma à ses sages instructions et la politique dite du ralliement qui n'est que la politique du bon sens triompha. (Exclamations à droite.)

Cependant il y eut une faction qui refusa de se rallier à M. Auguste Roussel refusé de suivre les enseignements de Rome et fonda la Vérité. (Interruptions à droite.)

M. DELARAYE. — C'est inexact. M. Roussel fonda bien la Vérité, mais il ne refusa nullement de suivre les enseignements de Rome. Ils étaient mal interprétés, voilà tout.

M. MASSABUAU. — Qu'on se rappelle la période de l'affaire Dreyfus et la fondation du parti nationaliste. Dans la « Patrie Française », on chercha à grouper les patriotes de tous les partis, contre le gouvernement; on tenta de nouveau de former un parti catholique qui prendrait part aux luttes politiques, sans se préoccuper de M. Roussel.

M. DELARAYE. — Je suis de l'avis opposé. Les membres du clergé sont des citoyens comme les autres. (Très bien, très bien à droite et au centre.)

M. MASSABUAU. — Il y a en effet, des incorrigibles qui ne veulent pas reconnaître les funestes effets de cette intervention du clergé dans les luttes politiques. Depuis la proclamation de la troisième République, le meilleur moyen de faire triompher ses idées, c'est de se placer sur le terrain constitutionnel et d'user des armes que fournit le régime parlementaire.

M. DELARAYE. — Cela vous a bien réussi ! M. MASSABUAU. — Les membres de l'opposition n'ont jamais usé de cette tactique. Ils ont cherché à avoir la majorité dans la commission relative à la séparation. C'est cette tactique que j'ai toujours adoptée, quelle que soit le critérium de M. le président du Conseil pour définir sa majorité. Je suis sûr de cette majorité. (Rires.) On ne choisit pas sa majorité, on la subit. (Nouveaux rires.)

M. DELARAYE. — M. Briand n'aura pas à subir notre concours. (Rires.) M. LAURENT. — Il le mérite ! (Hilarité et applaudissements à l'extrême-gauche.)

M. MASSABUAU. — Je suis avec M. le président du Conseil, mais je suis avec lui pour le corrigier. (Rires.) Pour essayer de collaborer avec lui dans l'intérêt du pays. (Interruptions à droite.) M. DELARAYE. — Vous êtes le bras droit de Briand. (Hilarité prolongée.)

M. MASSABUAU. — Un instant interrompu, reprend son discours et aborde le problème scolaire.

La question scolaire M. MASSABUAU. — On a voulu faire de l'école une maison fermée où certains seulement auraient le droit de voir, et de l'instituteur un courtier électoral. On pourrait essayer peut-être de donner un enseignement de l'histoire facultatif dans les écoles primaires au lieu de le faire obligatoire. (Exclamations et protestations à gauche.)

La loi de séparation a été votée, promulguée, mais on n'a pas dénoncé le Concordat. C'est plus qu'un oubli, c'est une incorrection. Il était facile de donner aux catholiques les moyens de s'organiser. Le jour où on voudra la paix scolaire et religieuse, on l'établira facilement. Sur banc.

M. MOLLE et les réformes administratives

M. MOLLE. — Le gouvernement aurait dû abandonner de front la réforme et étudier la refonte complète de notre administration préfectorale. Je ne veux pas parler de la candidature officielle, mais il est certain que des préfets ont dépassé sur ce point la pensée du gouvernement. (Très bien, très bien.) Il faut refondre et modifier. (Très bien, très bien.)

« Si l'on veut que la commune soit comme la demandent les socialistes, la reconstitution de la petite patrie de celle qui revit dans le cœur de l'homme. Il faut renouveler notre administration provinciale. (Très bien, très bien.) J'attends avec impatience le commentaire que M. le président du Conseil fera de la déclaration. L'état d'après des découvertes administratives. (Interruptions à droite.)

M. MAGINOT. — (Applaudissements à l'extrême-gauche.) M. MAGINOT, député radical de la Seine, monte à la tribune. Son intervention provoque une vive curiosité et des rires, car c'est l'homme le plus strident de la Chambre.

M. MAGINOT. — La Chambre me permettra bien que j'appartiens pas au parti socialiste unifié de faire connaître les sentiments de quelques-uns des députés nouveaux à l'occasion de la déclaration du gouvernement. (Interruptions à droite.)

M. MAGINOT. — (Applaudissements à l'extrême-gauche.) M. MAGINOT, député radical de la Seine, monte à la tribune. Son intervention provoque une vive curiosité et des rires, car c'est l'homme le plus strident de la Chambre.

M. MAGINOT. — (Applaudissements à l'extrême-gauche.) M. MAGINOT, député radical de la Seine, monte à la tribune. Son intervention provoque une vive curiosité et des rires, car c'est l'homme le plus strident de la Chambre.

M. MAGINOT. — (Applaudissements à l'extrême-gauche.) M. MAGINOT, député radical de la Seine, monte à la tribune. Son intervention provoque une vive curiosité et des rires, car c'est l'homme le plus strident de la Chambre.

M. MAGINOT. — (Applaudissements à l'extrême-gauche.) M. MAGINOT, député radical de la Seine, monte à la tribune. Son intervention provoque une vive curiosité et des rires, car c'est l'homme le plus strident de la Chambre.

M. MAGINOT. — (Applaudissements à l'extrême-gauche.) M. MAGINOT, député radical de la Seine, monte à la tribune. Son intervention provoque une vive curiosité et des rires, car c'est l'homme le plus strident de la Chambre.

M. MAGINOT. — (Applaudissements à l'extrême-gauche.) M. MAGINOT, député radical de la Seine, monte à la tribune. Son intervention provoque une vive curiosité et des rires, car c'est l'homme le plus strident de la Chambre.

M. MAGINOT. — (Applaudissements à l'extrême-gauche.) M. MAGINOT, député radical de la Seine, monte à la tribune. Son intervention provoque une vive curiosité et des rires, car c'est l'homme le plus strident de la Chambre.

M. MAGINOT. — (Applaudissements à l'extrême-gauche.) M. MAGINOT, député radical de la Seine, monte à la tribune. Son intervention provoque une vive curiosité et des rires, car c'est l'homme le plus strident de la Chambre.

M. MAGINOT. — (Applaudissements à l'extrême-gauche.) M. MAGINOT, député radical de la Seine, monte à la tribune. Son intervention provoque une vive curiosité et des rires, car c'est l'homme le plus strident de la Chambre.

M. MAGINOT. — (Applaudissements à l'extrême-gauche.) M. MAGINOT, député radical de la Seine, monte à la tribune. Son intervention provoque une vive curiosité et des rires, car c'est l'homme le plus strident de la Chambre.

M. MAGINOT. — (Applaudissements à l'extrême-gauche.) M. MAGINOT, député radical de la Seine, monte à la tribune. Son intervention provoque une vive curiosité et des rires, car c'est l'homme le plus strident de la Chambre.

M. MAGINOT. — (Applaudissements à l'extrême-gauche.) M. MAGINOT, député radical de la Seine, monte à la tribune. Son intervention provoque une vive curiosité et des rires, car c'est l'homme le plus strident de la Chambre.

M. MAGINOT. — (Applaudissements à l'extrême-gauche.) M. MAGINOT, député radical de la Seine, monte à la tribune. Son intervention provoque une vive curiosité et des rires, car c'est l'homme le plus strident de la Chambre.

M. MAGINOT. — (Applaudissements à l'extrême-gauche.) M. MAGINOT, député radical de la Seine, monte à la tribune. Son intervention provoque une vive curiosité et des rires, car c'est l'homme le plus strident de la Chambre.

M. MAGINOT. — (Applaudissements à l'extrême-gauche.) M. MAGINOT, député radical de la Seine, monte à la tribune. Son intervention provoque une vive curiosité et des rires, car c'est l'homme le plus strident de la Chambre.